

# Les Rencontres Méditerranéennes

« MED 24 Migrations »

6-8 avril 2024

Marseille

## Document de synthèse

### I. Regards croisés sur les routes migratoires

**Lampedusa (Italie).** En réponse à la demande du Pape François en 2013, une communauté de 4 sœurs s’est installée à Lampedusa au service des migrants. Leur mission est non seulement d’apporter un soutien spirituel, humain (médical) et administratif (traduction, procédure d’asile) aux migrants (principalement des jeunes hommes) mais aussi de construire des « ponts » entre les habitants (6000 habitants) et ces nouveaux arrivants (entre 500 à 2000 par jour). Elles offrent un premier accueil après cette route dangereuse et coûteuse qui passe par le Mali et le Niger et qui s’avère mortelle pour un grand nombre, sur les routes du désert, en mer ou dans les camps de détention.

**Ouchda (Maroc).** Les lumières d’Ouchda sont les premières aperçues par les migrants qui traversent la frontière algérienne pour se rendre en Espagne via le Maroc. Dans cette ville, catholiques et protestants ont ouvert une maison de soin. 2000 personnes sont accueillies chaque année, principalement des migrants blessés, malades ou mineurs. Nombreux viennent du Cameroun et de la Guinée Conakry. La plupart des migrants sont des jeunes hommes, dont 30% se déclarent mineurs. Le trafic est la modalité ordinaire des passages : arrestation, séquestration, paiement de rançon, torture, prostitution, etc. Ceuta et Melilla peuvent voir des attaques de masse où chacun tente sa chance. Une nouvelle route s’est ouverte par les Canaries.

**Tirana (Albanie).** Caritas Albanie s’est engagée résolument dans l’accompagnement des migrants à la frontière, en particulier des Mineurs Non Accompagnés (« MNA »). Invisibles pour les habitants du pays, les migrants reçoivent des équipes de Caritas une première assistance à 4 points de passage de la frontière, principalement du printemps à l’automne. Cette assistance est donnée en coordination avec les autorités civiles qui ouvrent l’accès aux centres d’accueil. L’Albanie ne faisant pas partie de l’Europe, elle est une étape intermédiaire entre la Grèce et l’Italie ou l’Europe du Nord. Caritas a porté assistance à 16 000 personnes en 2020, venant principalement de Syrie, d’Afghanistan et du Bangladesh, via la Turquie, route moins dangereuse que la Lybie. La collaboration de la Caritas Albanie avec les pouvoirs publics apparaît intéressante

à plusieurs titres : elle permet une formation des juges et des procureurs sur les questions de demande d’asile. Ceci permet aussi à Caritas de proposer des activités pour les enfants.

\*\*\*

De façon générale, les migrants doivent être écoutés, avec un grand respect pour leur itinéraire, avec discrétion sur les raisons de leur départ. Il convient pour cela de développer des lieux adaptés (et professionnels) pour recueillir leur récit. Le désir de partir est un désir partagé par un très grand nombre de jeunes, principalement par manque de travail, la corruption des institutions et le besoin de soutenir financièrement sa famille.

Sur la route, des amitiés se forment entre migrants, nécessaires pour survivre. Il faut être au moins deux pour avancer et limiter les risques. Les refoulements sont réguliers et très périlleux. Il faut éviter à tout prix d’être arrêté par la police, de tomber malade ou de se faire agresser. Le migrant aura toujours tort en cas d’altercation. Le téléphone est un instrument vital. Les étapes sont longues car il faut parfois travailler une année entière pour gagner l’argent nécessaire pour l’étape suivante. La langue et la couleur de peau sont perçues comme des difficultés majeures sur la route.

La traversée maritime est la partie la plus dangereuse : risque de naufrage, risque d’être repris par un autre réseau, risque d’être vendu. En Europe, ils trouvent parfois une aide providentielle de la part de certains habitants, ce qui leur permet de poursuivre leur chemin. C’est une manière pour eux d’expérimenter la providence et la bonté des gens rencontrés.

Il y a chez la plupart de ces jeunes migrants une forte énergie de vivre et un grand désir d’apprendre. Leur rêve d’une vie meilleure n’est pas une menace mais une opportunité pour les sociétés d’accueil. La plupart des migrants veulent vivre et s’intégrer dans la société qu’ils cherchent à rejoindre.

## II. Renouveau ecclésial

Avant même de mettre en œuvre les quatre verbes du pape François, « accueillir, protéger, promouvoir, intégrer », il apparaît nécessaire de travailler à un renouveau du regard sur le fait migratoire. Cela suppose une pédagogie qui rend possible une sensibilité nouvelle à ce qui apparaît comme un danger ou une menace. Les peurs traversent les communautés chrétiennes. La question reste ouverte : comment aider les membres d’une communauté chrétienne à ne pas se fermer à cette situation ?

**Expériences.** L’association *Raphaël* fondée en 2018 à la suite de l’occupation de l’église Saint Féréol à Marseille a permis d’ouvrir de nombreuses perspectives de rencontre et de soutien. *L’Hospitalité Atlantique* a développé des couloirs de l’hospitalité qui permet un suivi des personnes. Face au populisme (politique), à la bureaucratie (lourdeur) et à l’écho médiatique (crise), ces expériences renouvellent le discours sur les migrants. Elles font apparaître le caractère prophétique de nombreux itinéraires. On y met en valeur les ressources que représentent ces personnes pour des sociétés qui vivent un hiver démographique. On repère une diversité de talents, de métiers, et une grande énergie d’engagement. Leur présence renouvelle

des communautés chrétiennes comme à Athènes, Casablanca, Tunis, etc. Cette présence des migrants dans les communautés permet de développer une mémoire des migrations, valorise le récit personnel et permet une analyse critique des informations que nous recevons, notamment des médias.

**Processus d'intégration.** Les quatre verbes proposés par le pape François permettent de développer et d'évaluer des processus concrets. L'accueil ne consiste pas d'abord à s'interroger sur le « pourquoi ». Il s'agit avant tout de soigner des blessures, de recueillir des parcours marqués par une grande violence. Cela suppose de prendre en compte la personne dans toutes les dimensions de sa vie : sa culture, sa religion (en particulier l'islam), sa famille, ses désirs, etc, étant attentif aux fragilités psychologiques provoquées par de tels parcours.

**Moyens.** Pour développer ces processus d'intégration, les moyens peuvent être simples : le repas est un vecteur important de sociabilité. Cuisiner et manger ensemble est un premier pas. Il faut ensuite développer une culture de la rencontre où l'on « soupçonne » le meilleur chez l'autre, où l'on tient compte des personnes définites, où l'on mesure le sentiment de solitude et d'inconnu auquel sont confrontés les migrants. Il faut laisser aux migrants le temps d'apprendre à raconter leur chemin souvent marqué par de forts traumatismes. Développer des ateliers créatifs, proposer des soirées culturelles et des activités sportives, soigner les lieux d'accueil contribuent à humaniser leur parcours. Il convient enfin de soutenir l'apprentissage de la langue, la participation à des services solidaires et l'accès au travail. Ecarter leur présence du paysage social rend difficile le chemin d'intégration. Leur visibilité doit être promue, d'autant plus qu'un parcours d'intégration réussi prend en moyenne cinq années. Les périodes de rechute, les obstacles ou les blocages administratifs impliquent de prendre la mesure d'une temporalité longue qui doit être accompagnée et humanisée pour être supportable. Il s'agit moins de servir les migrants que de se mettre au service du bien de tous avec eux. Cela fonctionne aussi avec les services administratifs comme avec la *Structure du Premier Accueil des Demandeurs d'Asile* (SPADA).

**Propositions.** Quelques initiatives ont été proposées : mise en place d'une cellule de crise et d'un protocole d'accueil en cas d'occupation d'églises ou d'autres lieux inappropriés ; mise en œuvre d'un suivi personnel sur les étapes du parcours migratoire grâce à un réseau d'associations ; développement du bénévolat d'aide aux procédures administratives, de l'accueil d'urgence dans des familles (comme cela existe à Lille) ; développement d'une pédagogie spécifique de la relation, de la médiation et de l'intégration, en particulier dans les séminaires et les lieux de formation théologique ; sensibilisation des milieux scolaires au travail des ONG et partenariats interscolaires ; institution d'un « ministère de l'hospitalité » pour inscrire la pastorale des migrants dans les paroisses ; proposition de lieu de repos, de vacances et de sécurité.

### 3. Réseau méditerranéen

L'enjeu principal de ce réseau est d'établir une « proximité » et une « complicité » entre les acteurs qui œuvrent au service des migrants et avec eux. Ceci permet de jeter les bases de ponts à construire pour limiter les dangers des routes migratoires. En développant des couloirs

méditerranéens humanisés et coordonnés, les personnes sont prises en compte pour ce qu'elles sont, des êtres humains en situation de grand danger.

**Moyens.** Pour ce faire, il convient de conjuguer les voix par l'interdisciplinarité et la coordination des services à la manière d'Etats généraux de la migration<sup>1</sup>. Il faut en effet tenir compte des contextes socio-historiques et des pactes internationaux, supranationaux ou nationaux mis en œuvre. L'Eglise se doit de revenir au fondement de sa doctrine sociale pour renforcer l'unité de sa position sur ces questions et travailler à sa mise en œuvre. La conférence ecclésiale de la Méditerranée pourrait en assumer le suivi.

**Fondements.** La Charte des Nations Unies peut servir de fondement à un travail commun entre Etats, ONG et communautés religieuses. Il apparaît que le nouveau pacte européen s'en écarte et rend plus complexe l'engagement au service des personnes. Cela suppose d'approfondir les questions de droits des personnes, les distinctions entre irrégularités et illégalités, les voies légales de migrations (études, travail, regroupement familial), le droit d'asile, les demandes de visa, etc. La dématérialisation des documents pose de nouvelles difficultés. La situation des MNA (en France 19 370 MNA<sup>2</sup> en 2023 pour 142 000 demandeurs d'asile<sup>3</sup>) pose des questions spécifiques qu'il faut regarder à l'échelle de l'espace méditerranéen : mettre à l'abri, évaluer, protéger.

**Processus d'intégration.** L'accès au travail est une dimension clé de l'intégration. Cela suppose de développer des processus d'apprentissage et d'ouvrir cette question au niveau de la politique de Etats. A titre d'exemple, on retiendra : **SINGA** : organisation internationale qui valorise le potentiel humain, social et économique de la migration ; **each One** : association qui permet le retour en emploi durable des personnes réfugiées et des nouveaux arrivants et permet aux entreprises de recruter ces talents qui les rendent plus fortes en tout point ; **Refugees Are Talents** : sa mission est de partager de bonnes pratiques, de renforcer la sensibilisation des collaborateurs et de favoriser le processus d'intégration des réfugiés statutaires.

**Propositions.** Le droit de rester et de partir doit être évalué de façon équilibrée : développer une conscience des dangers de la route ; développer une aide à rester dans son propre pays et à y retourner ; développer dans le pays d'accueil la scolarisation, l'hébergement et les soins médicaux. Le nombre des femmes migrantes augmentant, il est important, comme pour les MNA, de prendre en compte les dangers et difficultés qui leur sont spécifiques.

A Marseille, le 15 mai 2024

Comité d'organisation « MED 24 Migrations »

Anne Giraud

Alexis Leproux

Maëlle de Saint-Bon

---

<sup>1</sup> Cf. Sohie-Anne BISIAUX, *En finir avec les idées fausses sur les migrations* (Paris 2021) (Préface de François Héran)

<sup>2</sup> [Ministère de la Justice, Tableau de suivi des mineurs non accompagnés, 2023.](#)

<sup>3</sup> [Premières données provisoires de l'asile, OFPRA, 2023.](#)